

RURAL et URBAIN

UMR Dynamiques Sociales
et Recomposition des Espaces



CNRS, Paris 1, 8, X
Décembre 1998

Lors de sa création à l'automne 1996, l'unité mixte de recherche « Dynamiques sociales et recomposition des espaces » (Ladyss) réunissant le « Groupe de recherche des mutations des sociétés européennes » (Grmse), unité propre du Cnrs, et l'unité de recherche associée Paris 1-Cnrs « Stratégies territoriales et dynamiques des espaces » (Strates), a inscrit dans son programme, comme opération collective, le projet d'un Observatoire de l'évolution de l'espace rural. Dès janvier 1997, le champ s'est élargi à l'espace urbain et à l'évolution des rapports urbain/rural. Une hypothèse guidait la démarche engagée : les catégories du rural et de l'urbain ainsi que la problématique des relations ville/campagne pouvaient être utiles pour distinguer, caractériser et hiérarchiser les principales dynamiques sociales et les recompositions des espaces européens. La confrontation des expériences de terrains urbains et ruraux devait servir de tremplin à la mise en place d'un dispositif d'observation cohérent des mutations à l'œuvre. C'est à travers un séminaire rassemblant tous les chercheurs de l'UMR que l'Observatoire est passé du projet à la réalisation. Les deux premiers numéros de ce 4 pages ouvrent la voie et lancent un appel à tous ceux qui souhaitent redonner un sens à la question des rapports entre rural et urbain aujourd'hui.

Yves Luginbühl

POURQUOI UN OBSERVATOIRE DES RAPPORTS URBAIN/RURAL ?

Nicole MATHIEU, directeur de recherche, Cnrs

Michel ROBERT, ingénieur Cnrs

ON NE PEUT NIER l'engouement qui se manifeste pour les observatoires. Sans qu'il soit toujours l'objet d'une évaluation, l'observatoire est pensé comme un instrument de l'action dans nos sociétés post-industrielles, on lui attribue une valeur privilégiée pour résoudre les problèmes les plus graves. Mais l'idée d'observatoire est ancienne et ne recouvre pas les mêmes objectifs (cf. encadré p. 3). L'Observatoire de l'évolution des rapports rural/urbain que nous présentons ici a deux particularités : c'est une idée qui s'inscrit

depuis longtemps dans les préoccupations des chercheurs des deux unités du Cnrs qui ont constitué en 1996 l'Unité Mixte de Recherche Ladyss (cf. supplément p. 2) ; c'est un observatoire de recherche dont l'objectif est de théoriser le changement social en relation avec les dynamiques spatiales.

Il y a, derrière l'explosion actuelle des observatoires, de vraies questions de recherche tant sociologiques que géographiques. Elles justifient le double choix, d'abord d'avoir recours à un observatoire de recherche et à

l'idée d'observation continue, ensuite d'observer le changement social en Europe à travers les catégories de ville et de campagne et l'évolution de leurs relations.

■ L'observatoire, instrument d'analyse de la temporalité des faits sociaux

DANS LE CONTEXTE qui s'est mis en place depuis le début des années 1970, la notion centrale de changement social est devenue, pour les sciences sociales comme pour l'action politique, plus que jamais une boîte noire. En Europe les nouvelles donnes et les crises de toutes sortes se succèdent et s'enchevêtrent (montée du chômage et de l'exclusion sociale, aggravation des problèmes d'environnement et de santé, accentuation de la turbulence politique...). Comment démêler les tendances lourdes de celles éphémères, comment identifier les faits nouveaux porteurs de changement durable ? Comment qualifier ce changement en termes de continuité, de ruptures voire de renversement ? Comment théoriser le changement ? Bien qu'importants, les termes qui désignent des processus majeurs, comme ceux de « mondialisation », de « globalisation », de « transition », de « métropolisation », ainsi que les références à la « construction de l'Europe » sont à la fois trop partiels et trop généraux pour le permettre.

Observer le social dans la durée, c'est le moyen de comprendre la temporalité (ou plutôt les temporalités) du changement social. Concevoir un observatoire, c'est faire le pari qu'il ne faut pas attendre que les phénomènes se stabilisent pour en comprendre le sens. C'est au contraire poser qu'observer dans la turbulence, permet d'accéder aux moteurs mêmes du changement, d'identifier ce qui fait changement, les tendances principales de celui-ci et leur éventuelle hiérarchisa-

tion. Que c'est en somme se donner les moyens de qualifier la période observée en termes de continuité, de renversement ou de rupture, jusqu'à la construction d'une théorie actualisée du changement social.

■ L'observatoire, instrument de mise en scène de la territorialité des faits sociaux

MAIS OÙ FAUT-IL observer et comment ? C'est un autre moyen d'entrer dans la boîte noire du changement social que de le caractériser par sa dimension spatiale, qui renvoie à une autre forme de diversité, celle du *local*. L'observatoire tel que nous l'entendons, doit permettre de comprendre les principes des différenciations spatiales à l'œuvre au sein de la société et mettre en évidence les niveaux d'organisation sociale majeurs où ils s'exercent. Prendre en compte cet objectif oblige à observer un ensemble de *localités* (des terrains considérés comme des micro-sociétés), dans leurs temporalités propres. Ce maintien d'une veille scientifique est le passage obligé si l'on veut comprendre les formes spécifiques et singulières (espaces, sociétés locales, territoires) dans lesquelles s'incarnent et se construisent les interactions entre les différentes tendances du changement global. Notre hypothèse, qui justifie la création de cet observatoire, est que toute compréhension du changement social implique la connaissance et la théorisation des relations entre le local et le global. Nous avons d'ailleurs montré que « face à la nouvelle donne et par rapport à des événements qui pouvaient entraîner des 'ruptures des conditions d'équilibre', les systèmes locaux 'réagissaient' selon des itinéraires spécifiques (accentuation de la crise, amortissement, continuité du développement, recomposition), que l'on ne pouvait interpréter que si l'on connaissait les deux termes du rapport, le global et le local, et leur mode d'articulation »¹. L'approche terrain² est le seul

1. Cf. BONTRON J. C., JOLLIVET M., MATHIEU N., *Devenir des terres et fragilités des économies rurales*, Agral (Segesa/Grs/Strates), Paris, 1990, 85 p. (Rapport de synthèse pour le ministère de l'Agriculture/DERF).

2. Elle est aussi un moyen d'éprouver les statistiques globales et les visions générales, mais elle est bien davantage.

moyen de se donner une vision d'ensemble de la dynamique du changement social, en le saisissant à travers la relation entre ses dimensions globales et la diversité de ses formes locales. L'observatoire est alors observation d'objets complexes qui sont en quelque sorte des *espaces/temps* et des *sociétés/temps*. Il permet d'articuler approche d'ensemble de systèmes singuliers et analyse partielle de processus généraux.

Se pose alors un problème de découpage du réel : de quels outils ou concepts disposons-nous pour définir des entités significatives parce que distinctes et identifiables par des rapports spécifiques entre sociétés et territoires.

■ La ville et la campagne, deux catégories universelles du rapport société/territoire

OR, DANS LE LANGAGE naturel comme dans le langage scientifique, il existe peu de catégories et de concepts qui établissent des distinctions spatialement et socialement significatives. Un ensemble de termes renvoient au local, à la singularité proprement dite, au « pays ». À différentes échelles, c'est sur ces termes que se fondent les identités politiques, administratives, et d'appartenance (nationales, régionales et locales). Construites sur un principe de distinction et de singularisation, elles ne sont comparées que pour souligner la différence et la diversité. Ces niveaux d'organisation des rapports sociétés/territoires sont essentiels pour l'observation du changement social mais on ne peut dépasser leur singularité que par des typologies : ils n'intègrent pas un principe de différenciation aussi général que les termes de ville et campagne.

Nous faisons l'hypothèse que les catégories de ville(s) et de campagne(s) sont des notions fondamentales exprimant, voire formalisant, la relation sociétés/territoires ; elles se retrouvent dans toutes les catégories de découpage spatial ; elles ont un *caractère universel*. Tout en intégrant un principe de différenciation qualitative (elles se fondent sur des distinctions morphologiques et sociales entre des types de milieux distincts, voire opposés), et donc en prenant en compte la diversité (villes, campagnes, banlieues,

bourgs, villages...), ce sont des catégories transversales³.

■ Le rural et l'urbain, catégories pertinentes pour observer le changement social

POURTANT LES CATÉGORIES du rural et de l'urbain n'ont cessé de faire l'objet de controverses, et certains courants de recherche les considèrent comme obsolètes. Dès lors, peut-on encore les créditer d'une pertinence quelconque comme cadres d'analyse ? Notre hypothèse est que la seule façon de répondre à cette question est de tester le caractère discriminant de la dichotomie qu'elles fondent dans le champ du social. C'est là l'objectif même de l'observatoire. Plusieurs raisons justifient cette démarche :

• les controverses scientifiques, une constante mise à l'épreuve de ces catégories

Les notions de ville et de campagne et la question de leurs relations ont fondé des spécialisations dont la pertinence théorique était unanimement reconnue en sociologie comme en géographie. La relation société/territoire est une question classique de la sociologie et de la géographie. En sociologie, la dichotomie rural/urbain parcourt sous des formes diverses les œuvres des grands auteurs (Marx, Durkheim, Tönnies, Weber, Simmel, Ecole de Chicago, Halbwachs, Friedmann). En géographie, l'analyse des « relations villes/campagnes » constitue une problématique forte des années 50-60 initiée par Pierre George et déployée par Rochefort, Juillard, Dugrand, Kayser...

Depuis vingt ans, cette division des objets et des spécialisations ne va plus de soi. Les spécialistes du rural et de l'urbain remettent en cause périodiquement la validité et les frontières de leur champ. Les controverses scientifiques à leur propos n'ont pas cessé : le rural

3. En dépit de tous les changements de sens (dans les contenus et les valeurs associées), ces catégories ont toujours résisté dans le langage courant comme dans celui de l'action. Il suffit de rappeler le récent *Portrait social, les campagnes et leurs villes*, Insee/Inra, 1998, pour ne pas douter du caractère significatif et général de ces distinctions autour desquelles se déclinent les découpages du réel, les dénominations permanentes de la relation des sociétés à leurs territoires.

existe-t-il encore ? La relation de domination entre villes et campagnes se traduit-elle par le triomphe de la ville ? La crise urbaine conduit-elle à la fin de l'urbanité ? Faut-il « oser le désert » pour vivre mieux la ville post-moderne et recréer le lien social ? Y a-t-il « renaissance rurale », « vitalité cachée », « ruralité post-industrielle » ? L'expression de « nouvelles solidarités villes/campagnes » a-t-elle un sens ? La récurrence de ces remises en cause et de ces débats nous semble un argument décisif justifiant de valider l'hypothèse de la pertinence (ou de la non pertinence) de la question des rapports ville/campagne pour décrypter les mutations actuelles. Cette question doit être reprise frontalement, dans le mouvement et comme analyseur de la turbulence actuelle. Éminemment complexe, elle exige les regards croisés des sciences sociales qui l'ont théorisée (sociologie, géographie, histoire et ethnologie en particulier), mais aussi des spécialistes de l'urbain et du rural, pour confronter leurs points de vue sur les *dynamiques sociales* en relation avec les *recompositions des espaces* ;

• ***L'analyse du changement social à travers la catégorie de rural a montré son efficacité***

L'usage de la catégorie de rural comme analyseur du changement a en effet montré son bien-fondé. C'est à travers elle, qu'en géographie, ont été repérés les processus globaux modifiant à la fois les représentations et les structures sociales et spatiales : processus d'urbanisation et d'accroissement des mobilités faisant éclater les lieux de vie et les territoires, remettant en cause les distinctions géographiques établies sur les fortes ruptures de densité et de taille du peuplement (hameau, village, bourg, ville). C'est à travers l'analyse des changements dans le vocabulaire et dans les représentations du rural opposé à la ville qu'ont été dessinées les temporalités du changement socio-spatial depuis la deuxième guerre mondiale⁴.

Quant à la sociologie, elle a toujours traité le rural en le considérant comme

4. Au terme de campagne s'est d'abord substitué celui d'espace rural. Puis ont été distingués des types d'espace rural (périurbain, de faible densité, diversifié ou moyen, voire « rural profond »). Plus récemment, avec l'aggravation de la crise de l'emploi, ces campagnes ont été désignées par leur plus ou moins grand degré de « fragilité » (« espaces en crise »).

LES TYPES D'OBSERVATOIRE

Le premier séminaire de notre Observatoire a été consacré à une réflexion critique sur « les riches heures » de la création d'observatoires : la fin du XIX^e siècle (Observatoire de l'Aigoual) ; les années constructives de l'après-deuxième guerre mondiale (Observatoires régionaux de l'Insee, Observation du changement social, Observatoire des idées politiques...) ; l'explosion récente (Observatoire de l'environnement, Observatoire de la discrimination raciale...). L'analyse comparée de leurs objectifs, de leur prise en compte du temps (court terme, longue durée) et de leur degré de complexité permet de distinguer plusieurs types d'observatoires :

- *les observatoires de recherche* : observatoire astronomique (plutôt sciences de la nature), station biogéographique (Cessières, géographie physique), observatoire du changement social (plutôt sociologique), observatoire interdisciplinaire type Méjan ou Delta du Niger. Ils portent sur des objets complexes et sont conçus pour résoudre des questions scientifiques. Ils sont pensés sur le long terme et prennent en compte un temps continu ;
- *les observatoires statistiques* : ils portent sur des domaines divers mais sont en général associés aux recensements (réguliers et répétitifs en principe permettant des comparaisons dans le temps) ou à des instruments de mesures continues (*monitoring survey*, suivi satellitaire...). Ce sont des outils très importants de l'État et de la régulation nationale (cf. les indices de prix, le nombre et le type de chômeurs etc.). Ils renvoient aux questions critiques posées aux gouvernements à certaines époques mais se distinguent de la catégorie suivante par le fait qu'ils sont pensés pour durer sur le long terme ;
- *les observatoires pour l'action* : ils portent aussi sur des questions critiques mais sont plus nettement finalisés pour résoudre un problème de la conjoncture (Observatoire des métiers du Cnrs, Observatoire des prisons, Observatoire de la discrimination raciale, de la délinquance juvénile...). Ils peuvent porter aussi sur des questions scientifiques (une maladie par exemple) mais ils sont conçus pour ne durer que jusqu'à ce que la solution de gouvernement soit trouvée. On peut se demander pour certains (l'Observatoire de

partie prenante de la société globale. La ruralité s'identifiait à la paysannerie avec le village comme modèle d'organisation sociale (les sociétés rurales). C'est donc à travers la question de l'intégration des sociétés paysannes dans la société française contemporaine qu'elle a tenté de qualifier le changement. La « modernisation » de l'agriculture et la diminution consécutive de la population active agricole d'une part, et, d'autre part, l'« urbanisation » des campagnes faisaient des agriculteurs une couche sociale minoritaire sur un territoire qui le définissait antérieurement. Le changement social devait alors se décliner comme un changement de la ruralité, la fin de l'assimilation de l'agricole au rural.

C'est la réflexion critique sur la catégorie de rural qui a mis en évidence la nécessité de repenser les mutations de la société en tenant compte de deux aspects de la relation société/territoire. Le premier renvoie à un rapport entre mode de production et espace. En dépit de l'affaiblissement du poids social des agriculteurs, on ne peut pas faire l'im-

passer sur la relation agriculture/territoire : ceci conduit à reterritorialiser l'analyse de l'agriculture en particulier sous l'angle des rapports à l'environnement et au « développement durable ». Ceci conduit aussi à observer les nouvelles formes d'organisation du travail, à repérer les nouveaux rapports entre le travail et le territoire (ancrage territorial de l'emploi non agricole, emploi rural et systèmes d'emplois locaux, rôle de la mobilité et des technologies de télécommunication...).

Le deuxième se définit par un rapport entre mode d'habiter et territoire (ou milieu). Les problématiques s'appuient alors sur le concept sociologique de mode de vie qui rejoint celui, géographique, de genre de vie (rural, en milieu rural). Ceci conduit à observer l'embryon de mouvement social revalorisant le mode rural (local) d'habiter, à analyser plus intensément et autrement toutes les formes de mobilités, à observer ceux qui « quittent la ville », à approfondir les questions du « nomadisme » et de la multi-appartenance, à réinterroger la signification

des collectivités locales anciennes et nouvelles, à analyser les formes associatives créant du lien social à base de territoire, à repérer les rapports émergents entre classe sociale et espace (pauvreté, exclusion, errance...);

• *dans les études urbaines, émergence d'une remise en question de l'idée de ville*

Certes la recherche urbaine a cherché à traduire l'évolution accélérée et radicale du fait urbain depuis les années 50 par une transformation continue du vocabulaire. L'après-deuxième guerre mondiale voit d'abord apparaître les termes de « conurbation », de « régions urbaines » et même de « métropoles » et de « mégapoles » dans un premier sens (Gottman). L'élargissement des échelles temporelles et spatiales, l'accroissement des mobilités entre le lieu de résidence et le lieu de travail, les politiques d'aménagement du territoire, ont fait émerger les notions dynamiques d'« urbanisation », « exurbanisation », « périurbanisation » et les catégories statiques de « périurbain », « métropoles d'équilibre », « ville nouvelle », « ville dortoir »... Le terme de banlieue historiquement daté a lui-même changé de sens. Avec l'internationalisation des échanges et l'intégration des sociétés mondiales, les appellations de métropolisation, de métropoles, de mégapoles ont été reprises avec un nouveau contenu. Il fallait repérer et désigner les lieux de genèse et d'aboutissement du processus d'internationalisation de l'économie qui modifie la position de certaines villes sièges du capital international, les nouvelles hiérarchies (d'où l'apparition du nouveau terme de « ville globale ») et les nouvelles divisions socio-économiques de l'espace urbain (les « technopoles »).

Certes les problématiques de recherche urbaine ont évolué avec cette transformation (évolution de la hiérarchie interurbaine et des réseaux de villes, approfondissement de la division sociale de l'espace urbain et changement des structures intra-urbaines). Alors que le concept de rural n'a cessé de faire l'objet d'analyses critiques et

d'efforts de redéfinition, ce n'est que très récemment que l'idée de ville est remise en question. On assiste à l'amorce d'une évaluation critique des mutations que recouvre le glissement de vocabulaire au niveau des représentations sociales comme des faits ainsi qu'à des tentatives de validation de catégories nouvellement créées comme celle de périurbain. Les recherches urbaines actuelles s'interrogent de plus en plus sur la relation entre changement urbain et changement social global, ce qui crée les conditions d'un regain d'intérêt pour la confrontation avec les problématiques ruralistes.

Affirmant l'existence d'un continuum qui conduit à la disparition du rural et donc à la fin de la distinction rural/urbain, certains vont jusqu'à penser que la crise urbaine vient de ce que l'« urbanité » des villes est sacrifiée à la volonté d'équilibrer le territoire et de préserver ce qui n'a pas lieu d'être dans une civilisation où la ville s'est imposée. De l'autre côté les ruralistes s'efforcent à contre-courant de mettre en avant les changements économiques et culturels qui se manifestent aussi en milieu rural en relation avec le processus de globalisation, réaction qualifiée de « résistance », de « renaissance » ou de « vitalité cachée », phénomènes moins massifs mais qui reconfigurent profondément une ruralité nouvelle.

Notre hypothèse est que l'Observatoire permettra de confronter ces deux interprétations et d'en faire évoluer les énoncés pour aboutir à une lecture efficace du changement social (cf. supplément p.1). Celle-ci se fera à la fois par la confrontation d'analyses de *localités urbaines* et de *localités rurales* observées dans leurs temporalités propres et par la confrontation des interprétations du changement dans les analyses de sciences sociales s'intéressant à l'urbain et au rural.

Même si les catégories de rural et d'urbain ne sont pas validées en final, on entrera ainsi dans la question des formes différenciées que prend le changement social.

Pour en savoir plus...

JOLLIVET M., MENDRAS H., dir., *Les collectivités rurales françaises*, Armand Colin/Cnrs, Paris, 1971-74, 2 vol. (1. *Étude comparative du changement social*, 222 p. ; 2. *Sociétés paysannes ou lutte de classes au village*, 266 p.).

JOLLIVET M., dir., « Campagnes marginales, campagnes disputées », *Études rurales*, n° spécial 71-72, juillet-décembre 1978, 324 p.

BILLAUD J.P., VEITH B., FRADETAL B., ROBERT M., *Regards sur la localité. État des travaux, questions et perspectives*, Cnrs/GRS, Nanterre, juin 1983, 224 p.

MATHIEU N., DUBOSCQ P., *Voyage en France par les pays de faible densité*, (dir.), Éd. du Cnrs, Toulouse, 1985, 179 p.

MATHIEU N., JOLLIVET M., dir., *Du rural à l'environnement, la question de la nature aujourd'hui*, ARF, L'Harmattan, Paris, 1989, 354 p.

BRUN J., RHEIN C., dir., *La ségrégation dans la ville, concepts et mesures*, L'Harmattan, Paris, 1994, 262 p.

JOLLIVET M., EIZNER N., (dir.), *L'Europe et ses campagnes*, Presses de Sciences Po, Paris, 1996, 399 p.

JOLLIVET M., dir., *Vers un rural post-industriel. Rural et environnement dans huit pays européens*, L'Harmattan, Paris, 1997, 361 p.

MATHIEU N., La notion de rural et les rapports ville/campagne en France : les années 90, *Économie rurale*, n° 247, 1998, pp. 11-20.



Observatoire sur les rapports entre le rural et l'urbain

LADYSS, Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces, UMR CNRS 7533, Université de Paris X, Bât. K, 200 av. de la République, 92001, NANTERRE CEDEX
Tél. : 01 40 97 78 06
Fax : 01 40 97 71 55
E-mail : moellic@u-paris10.fr

Directeur de publication
Yves LUGINBÜHL

Rédacteurs
Marcel JOLLIVET
Nicole MATHIEU
Michel ROBERT

Secrétaires de rédaction et maquette
Marie-Alix CARLANDER
et Marie-France ÉPAGNEUL

Tiré à 500 exemplaires

Imp. : Grou-Radenez

ISSN : en cours

Dépôt légal : 4^e trimestre 1998

Ce numéro est dédié à Marie-Claude GUERRINI (1944-1998) qui a fait partie du groupe fondateur et initiateur de ce 4 pages. Il doit de paraître aujourd'hui à sa tenacité et à sa volonté de conduire tout projet collectif à son aboutissement.

© LADYSS. Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays

